

SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Allocution de Madame Sandrine Lusamba Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la République démocratique du Congo Le 11 décembre 2023

Monsieur le Président, Excellences,

Je suis heureuse d'être ici une fois de plus aujourd'hui pour partager nos réflexions sur la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo (MONUSCO). Je m'appelle Sandrine Lusamba et je suis la Coordinatrice Nationale de SOFEPADI, qui signifie Solidarité Féminine Pour La Paix et le Développement Intégral – une organisation congolaise qui milite pour la défense et la promotion des droits spécifiques des femmes.

Depuis mon dernier briefing au Conseil de Sécurité en 2021, la situation sécuritaire dans mon pays s'est encore dégradée malgré la présence des casques bleus de la MONUSCO et d'autres forces militaires nationales et étrangères dans le pays, sous le regard impuissant et déçu de la communauté locale.¹

La république démocratique du Congo (RDC) se trouve désormais à la croisée des chemins. Pour la première fois depuis environ un quart de siècle, nous n'accueillerons bientôt plus d'opération de maintien de la paix de l'ONU. Cependant, hormis un communiqué annonçant que le Gouvernement de la RDC et la MONUSCO avaient convenu d'un plan de désengagement de la mission, la société civile a peu d'informations, et s'interroge sur le contenu de ce plan.²

L'équipe de pays des Nations Unies a cartographié les activités et les capacités de protection des agences des Nations Unies, qui ont été identifiées dans le cadre du mandat de la MONUSCO. Cependant, cet effort de cartographie n'a pas été suffisant en termes d'analyse des besoins et n'a pas pris en compte les contributions ou la participation de la société civile et des ONG locales, nationales et internationales. Ce processus n'a pas permis la pleine participation, égale et significative des femmes et l'inclusion des jeunes, comme l'exige la résolution 2594 du Conseil de sécurité de l'ONU lorsqu'une mission de l'ONU est en transition, et la série de résolutions Femmes, Paix et Sécurité (FPS) que le Conseil a adoptées depuis 2000.³

A l'approche des élections, nous assistons à une nouvelle détérioration rapide de la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu, où d'intenses combats ont entraîné le déplacement de plus de 200 000 personnes depuis début octobre 2023, ainsi que dans la province de l'Ituri où les attaques contre les civils et les infrastructures civiles se sont multipliées.⁴ Les sites de déplacés et les écoles ont été ciblés, avec plus de 550 000 personnes contraintes de fuir depuis le début de l'année.⁵

La violence basée sur le genre (VBG) constitue l'une des plus grandes menaces en matière de protection et l'un des secteurs les moins dotés en ressources dans la réponse humanitaire – même si l'engagement de la communauté internationale à mettre fin à ce fléau est au centre de l'agenda FPS.⁶ Le Conseil a adopté plusieurs résolutions FPS qui s'engagent à garantir une « approche centrée sur les survivants » lorsque la VBG se produise – mais cela n'est pas le cas pour les femmes et les filles en RDC. Très peu de survivants de VBG dans l'est de la RDC ont accès en temps opportun à des soins médicaux et à un soutien psychosocial, sans parler de la possibilité de demander des conseils juridiques ou de reconstruire leurs moyens de subsistance pour leur résilience.⁷

Le retrait de la MONUSCO pousse les organisations de la société civile, y compris celles dirigées par des femmes, à considérer à la fois les opportunités de transfert de certaines tâches de la MONUSCO et les risques que présente un tel retrait.⁸

Lorsqu'il s'agit d'opportunités, notons que certaines activités de la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO pourraient être transférées à des ONG locales conformément aux engagements de localisation de l'aide humanitaire.⁹ Ce transfert se ferait en fonction des compétences, de l'expertise et des domaines

d'intervention des ONG, et il nécessiterait que les ONG reçoivent les ressources et le soutien nécessaires pour assumer ces responsabilités de manière durable et de qualité.

Par exemple, les ONG pourraient mener des projets de cohésion sociale qui incluent l'organisation de dialogues inter et intracommunautaires et de recherche-action.

Les ONG pourraient reprendre certaines activités de la section protection de l'enfance de la MONUSCO aux côtés de l'UNICEF et de l'équipe pays de l'ONU. Les ONG locales ayant une expérience en matière de protection de l'enfance sont les experts de leurs communautés et elles devraient avoir les moyens et les ressources nécessaires pour assumer de plus grandes responsabilités en matière de surveillance, de reporting et de réponses liées aux violations graves contre les enfants en vertu de la résolution 1612.

De même, la Section Genre de la MONUSCO a été un allié important lorsqu'il s'agit de lutter contre l'impunité des VBG. Ils ont recruté des médecins légistes experts en VBG pour la production de preuves médico-légales afin d'améliorer l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles. Il est essentiel que ce travail se poursuive. Les organisations locales de femmes possédant une expertise en matière de VBG et auxquelles les survivantes ont confiance sont un partenaire logique pour assumer ce rôle.

Il existe bien entendu de nombreux risques associés au retrait de la MONUSCO. Ils comprennent :

- Détérioration de la protection des civils et de la protection des sites de déplacés, notamment dans les zones non accessibles aux Forces armées et à la police.¹⁰
- Manque de suivi et de reporting sur les droits de l'homme, par le Bureau conjoint des droits de l'homme. Cela aura également un impact négatif sur le système d'alerte précoce et manquera de données vérifiées sur la violence sexiste que le système des Nations Unies utilise pour rendre compte des droits humains en RDC et, plus généralement, pour surveiller les violations des droits des femmes. En discutant avec d'autres organisations de femmes en RDC, nous craignons également que les défenseurs des droits humains et les artisans de la paix, en particulier les femmes dirigeantes occupant ces postes, soient également confrontés à un harcèlement accru et à d'autres menaces de protection.
- Augmentation du chômage car une grande partie de la main d'œuvre civile de la MONUSCO issue de la communauté locale va perdre son emploi.
- Fermeture de la radio OKAPI, qui nous sert de plateforme communautaire indépendante incontournable pour faire passer des messages gratuitement et sans distinction, et participer à la mobilisation contre la VBG.

Au vu de ces observations je formule les RECOMMANDATIONS suivantes :

Premièrement, conformément à l'appel du Secrétaire général, les femmes doivent être placées au centre du travail de la MONUSCO et de l'équipe de pays des Nations Unies.¹¹ Les femmes doivent diriger la prise de décision dans tous les domaines, y compris dans l'action humanitaire, et diriger les décisions sur la destination des ressources et de l'énergie afin que la réponse se concentre sur les groupes les plus marginalisés et les plus à risque.

Deuxièmement, la MONUSCO et l'équipe de pays des Nations Unies devraient travailler avec les ONG locales et nationales pour développer des indicateurs spécifiques pour mesurer la protection et la promotion des droits humains des femmes, y compris dans les domaines de la VBG, des attaques contre les défenseuses des droits humains, de la santé et droits en matière de sexualité et de procréation, et la participation significative des femmes. Ces indicateurs doivent être utilisés pour déterminer si la situation sécuritaire s'améliore réellement ou non, et piloter les efforts d'alerte précoce.

Troisièmement, le Conseil de sécurité devrait exiger que le gouvernement et tous les autres acteurs intègrent une approche fondée sur les droits de l'homme et centrée sur les survivants tout au long de l'action humanitaire, afin de remplir leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et de garantir davantage les efforts visant à faire face à la crise climatique et à gérer les ressources naturelles sont sensibles au genre.

Et enfin, la communauté internationale des donateurs ne doit pas laisser tomber la population de la RDC. Le gouvernement doit être soutenu afin de remplir ses responsabilités en matière de protection, et le plan de réponse humanitaire doit être entièrement financé et les organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes doivent avoir accès à des ressources suffisantes et financement continu.

Merci pour votre attention continue.

¹ NGO Working Group on Women, Peace and Security, “UN Security Council Briefing on DRC by Sandrine Lusamba,” 30 March 2021, <https://www.womenpeacesecurity.org/resource/un-security-council-briefing-on-drc-by-sandrine-lusamba/>.

UN Meetings Coverage and Press Releases, “Briefing Security Council, Special Representative Urges More Support to Protect Civilians in Democratic Republic of Congo, as Humanitarian Crisis Escalates,” SC/15426, 28 September 2023, <https://press.un.org/en/2023/sc15426.doc.htm>.

² MONUSCO, Office of the Spokesperson and Media Relations, “Press Release: The Government of the Democratic Republic of the Congo and MONUSCO sign a disengagement plan for the withdrawal of the Mission,” 22 November 2023, <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/pr-the-government-of-the-democratic-republic-of-the-congo-and-monusco-sign-a-disengagement-plan-for-the-withdrawal-of-the-mission.pdf>.

³ United Nations Security Council, Resolution 2594 (S/RES/2594), 9 September 2021, [https://undocs.org/S/RES/2594\(2021\)](https://undocs.org/S/RES/2594(2021)).

United Nations Peacemaker, “Security Council Resolutions on Women, Peace and Security,” <https://peacemaker.un.org/wps/normative-frameworks/un-security-council-resolutions>.

⁴ East African Community, “Press Statement: Concern over the deteriorating security situation in North Kivu and negative propaganda against the EACRF,” 12 October 2023, <https://www.eac.int/statements/2884-concern-over-the-deteriorating-security-situation-in-north-kivu-and-negative-propaganda-against-the-eacrf>.

International Rescue Committee, “DRC: Women and children most at risk following recent escalation of violence, warns IRC,” 2 November 2023, <https://www.rescue.org/press-release/drc-women-and-children-most-risk-following-recent-escalation-violence-warns-irc>.

UNICEF, “UNICEF condemns attack on camp for displaced people in eastern DRC that kills 23 children,” 12 June 2023, <https://www.unicef.org/press-releases/unicef-condemns-attack-camp-displaced-people-eastern-drc-kills-23-children-0>.

⁵ Norwegian Refugee Council, “DR Congo: An unprecedented crisis goes ignored,” 22 August 2023, <https://www.nrc.no/news/2023/august/drc-an-unprecedented-crisis-goes-ignored/>.

⁶ UNFPA, “Gender-Based Violence continues to surge in eastern DRC,” 8 September 2023, <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/gender-based-violence-continues-surge-eastern-drc>.

⁷ CARE International, “Health sector in DRC crumbles amidst conflict negatively impacting survivors of sexual assault,” 14 November 2023, <https://www.care.org/news-and-stories/press-releases/health-sector-in-drc-crumbles-amidst-conflict-negatively-impacting-survivors-of-sexual-assault/>.

⁸ “DRC crisis: Civil society leaders urge UN Security Council to act,” 8 December 2023, <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/drc-crisis-civil-society-leaders-urge-un-security-council-act>.

⁹ Inter-Agency Standing Committee, “IASC Guidance on Strengthening Participation, Representation and Leadership of Local and National Actors in IASC Humanitarian Coordination Mechanisms,” 5 July 2021, <https://interagencystandingcommittee.org/operational-response/iasc-guidance-strengthening-participation-representation-and-leadership-local-and-national-actors>.

¹⁰ United Nations Meetings Coverage and Press Releases, “Mission Drawdown in Democratic Republic of Congo Must Not Create Stability Vacuum, Jeopardize Civilian Protection, Senior Official Tells Security Council,” 26 June 2023, <https://press.un.org/en/2023/sc15334.doc.htm>.

¹¹ UN News, “Women and girls must lead battle against ‘widespread and interlinked crises,’” 14 March 2022, <https://news.un.org/en/story/2022/03/1113872>.